

SOMMAIRE

1. FOCUS DU MOIS

Ce rapport prospectif présente l'évolution des marchés de produits agricoles et du poisson à l'échelle mondiale, lors de la prochaine décennie.



3. CONCEPT EMERGENT

Le concept abordé dans ce numéro porte sur le "Brexit".



4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux questions globales et aux concepts émergents, récemment publiés ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIETE

► Perspectives de la population mondiale : la révision de 2017

SCIENCES & TECHNIQUES

► The next production revolution: Implications for governments and business

ECONOMIE

► L'économie de la mer en 2030

ENVIRONNEMENT

► Investing in climate, investing in growth

POLITIQUE

► The toll of war: The economic and social consequences of the conflict in Syria

◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

► Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026/ FAO, OCDE,2017

Tags : Produits agricoles | 2026 | Economies émergentes | Politiques bioénergétiques | Sécurité alimentaire | Afrique |

Ce rapport prospectif, publié conjointement par l'OCDE et la FAO, présente l'évolution, des marchés de produits agricoles et du poisson, à l'échelle mondiale, lors de la prochaine décennie.

Il en ressort que les prix des marchés internationaux de produits alimentaires de base, qui n'ont cessé de baisser pour la cinquième année consécutive, devraient se maintenir à un niveau bas d'ici à 2026, compte tenu, principalement, d'un tassement de la croissance de la demande dans plusieurs économies émergentes et d'un affaiblissement de l'impact des politiques bioénergétiques sur les marchés.

Le rapport souligne que la croissance de la demande devrait connaître un ralentissement considérable lors de la décennie à venir, tirée notamment par la Chine, où la demande croissante de viande et de poisson a entraîné une hausse de la consommation d'aliments pour animaux, de près de 6% par an. A cela s'ajoute la production mondiale de biocarburants, qui a accru l'utilisation des matières premières agricoles d'environ 8% par an. Pareillement, la reconstitution des stocks de céréales à hauteur de 230 MT, lors de la dernière décennie, a favorisé l'augmentation de la demande.

Le rapport fait ressortir, également, qu'en 2026, la disponibilité de calories devrait atteindre 2450Kcal par jour en moyenne dans les pays les moins développés et dépasser 3000 kcal par jour dans les autres pays en développement.

S'agissant de la production végétale, le rapport prévoit une augmentation de ses rendements. Par ailleurs, il souligne que la superficie totale cultivée en blé n'augmenterait que très peu au détriment des superficies supplémentaires de soja, qui répondrait à la demande d'aliments pour les espèces animales et d'huile végétale.

Le rapport note que la croissance enregistrée dans le secteur du poisson dépend principalement de l'aquaculture. La Chine, à elle seule, contribue à hauteur de 60% de la production mondiale de poisson.

Les importations de denrées alimentaires jouent un rôle très important dans le maintien de la sécurité alimentaire, spécialement en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et au Moyen Orient. S'agissant des exportations, le rapport prévoit un accroissement remarquable notamment dans la région des Amériques et dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale.

Source :

<http://www.fao.org/documents/card/en/c/d29d3dc8-df8e-4f2c-beec-4b606208e21c/>

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIÉTÉ

► "Perspectives de la population mondiale : la révision de 2017"/ Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA), 2017

Tags : Population mondiale | Afrique | 2024 | Croissance démographique | Espérance de vie | Fécondité |

Ce rapport, publié par le Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies, revoit à la hausse les perspectives d'évolution de la population mondiale, prévues dans son exercice précédent. Il en ressort que la population mondiale estimée, en juin 2017, à "7,6 milliards, atteindrait 8,6 milliards en 2030, 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100".

POPULATION OF THE WORLD AND REGIONS, 2017, 2030, 2050 AND 2100,
ACCORDING TO THE MEDIUM-VARIANT PROJECTION

Region	Population (millions)			
	2017	2030	2050	2100
World	7 550	8 551	9 772	11 184
Africa	1 256	1 704	2 528	4 468
Asia	4 504	4 947	5 257	4 780
Europe	742	739	716	653
Latin America and the Caribbean	646	718	780	712
Northern America	361	395	435	499
Oceania	41	48	57	72

Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017).
World Population Prospects: The 2017 Revision. New York: United Nations.

Le rapport relève que la population mondiale connaît une augmentation d'environ 83 millions de personnes, annuellement, une tendance à l'accroissement qui devrait se poursuivre. L'Afrique figure en tête des régions enregistrant le taux le plus élevé, contre une population européenne et asiatique en régression constante.

Dans ce rapport de révision, la Chine, abritant plus de "1,4 milliard d'habitants" et l'Inde, avec plus de "1,3 milliard d'habitants", demeurent les pays les plus peuplés du monde, représentant réunies 37% de la population mondiale totale, soit 19% et 18% respectivement. Par ailleurs, le rapport note qu'à l'horizon 2024, la population de l'Inde dépasserait celle chinoise.

Le rapport prévoit que, d'ici 2050, 50% de la croissance de la population mondiale sera attribuable principalement aux pays, ci-dessous, classés par ordre de contribution annuelle moyenne à la croissance démographique mondiale « l'Inde, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Pakistan, l'Éthiopie, la Tanzanie, les États-Unis, l'Ouganda et l'Indonésie. »

Le rapport relève, également, une baisse de la fécondité dans presque toutes les régions du monde, y compris le continent africain, qui enregistrait les niveaux de fertilité les plus élevés. Ceci pourrait entraîner, en plus, d'un rythme plus lent de la croissance de la population, son vieillissement.

Au niveau de l'espérance de vie à la naissance, le rapport note une amélioration estimée à 69 ans pour les hommes et 73 ans pour les femmes, en 2010-2015, contre 65 ans et 69 ans, respectivement pour les hommes et les femmes, en 2000-2005.

Source : <https://esa.un.org/unpd/wpp/>

◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► "Sizing the prize What's the real value of AI for your business and how can you capitalize ?"/ PWC, 2017

Tags : Intelligence artificielle | Automatisation | PWC | 2030 |

Ce rapport, qui évalue l'impact de l'intelligence artificielle sur le futur proche, souligne que cette technologie serait au cœur de l'économie mondiale à l'horizon 2030, avec une contribution d'environ 15 billions d'euros.

Le rapport précise que les technologies basées sur l'intelligence artificielle pourraient contribuer à l'augmentation du Produit National Brut (PNB) mondial de 14% en 2030. Cette explosion de la croissance mondiale serait la conséquence d'un accroissement général de la productivité, grâce à plusieurs facteurs, notamment, l'automatisation du travail, l'alliance avec des systèmes intelligents, l'évolution de la consommation et de la demande de produits d'intelligence artificielle par les consommateurs et le marketing personnalisé ou la réalité augmentée.

Les premiers bénéficiaires de cette hausse de la croissance économique seraient les Etats-Unis et la Chine. Les consommateurs ainsi que les industries aux Etats-Unis sont davantage préparés à ce changement que d'autres pays. Quant à la Chine, elle profiterait le plus de cette avancée technologique et il est prévu que le pays soit le premier exportateur de technologies utilisant l'intelligence artificielle, avec l'Amérique du Nord comme client principal d'ici 2025.

Concernant les éventuelles pertes d'emplois liées à l'automatisation, le rapport souligne l'importance d'une préparation à une force de travail hybride, où humains et technologies œuvrent ensemble.

Selon le PwC, les gains des pays et régions grâce à l'utilisation de l'intelligence artificielle serait, jusqu'en 2030, comme suit :

Chine	7 000 milliards de dollars
Amérique du Nord	3 700 milliards de dollars
Europe (Nord)	1 800 milliards de dollars
Afrique, Océanie, l'autre Asie	1 200 milliards de dollars
Asie développée (Japon, Corée du Sud, Taïwan)	900 milliards de dollars
Europe (Sud)	700 milliards de dollars
Amérique latine	500 milliards de dollars

Source :

<http://preview.thenewsmarket.com/Previews/PWC/DocumentAssets/476830.pdf>

◆◆◆ ECONOMIE

► L'économie de la mer en 2030/ OCDE, 2017

Tags : Sécurité alimentaire |
Changement climatique | Economie
bleue | Technologies marines |
Biodiversité | Emploi |

La mer recèle un patrimoine naturel riche et un fort potentiel pour la croissance, l'emploi et l'innovation. Elle représente, également, un allié majeur face aux nombreux défis mondiaux, notamment la sécurité alimentaire, le changement climatique, la production d'énergie, l'approvisionnement en ressources naturelles et les soins de santé. Toutefois, ses ressources sont confrontées à plusieurs risques, particulièrement la surexploitation, la pollution et le réchauffement climatique.

L'économie maritime, appelée économie bleue, correspond aux différents secteurs d'activités relatifs au transport maritime, à la pêche, aux biotechnologies marines... En 2010, l'apport de cette économie à l'économie mondiale s'élevait à 1 500 milliards USD, soit 2,5% de la richesse mondiale et 31 millions d'emplois ont été créés. Les plus gros employeurs sont la pêche industrielle (plus d'un tiers du total) et le tourisme maritime et côtier (près d'un quart). Selon le rapport, entre 2010 et 2030, l'économie bleue pourrait considérablement augmenter sa contribution à la valeur ajoutée mondiale, à environ plus de 3 000 milliards USD et générer à terme 40 millions d'emplois.

Le rapport souligne que plusieurs facteurs sont responsables de l'acidification des eaux et l'accentuation des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment l'augmentation des émissions de dioxydes de carbone. Le rapport rappelle que la hausse de la température et du niveau de la mer ainsi que la modification des courants et des flux atmosphériques nuisent aux organismes et aux écosystèmes marins entraînant, par conséquent, la destruction d'habitats, la modification de la composition des réserves halieutiques et les migrations des poissons. La pollution due aux activités terrestres, particulièrement les ruissellements d'origine agricole, la surpêche et l'épuisement des stocks halieutiques, menacent également l'avenir de l'océan.

En guise de conclusion, le rapport relève que les stratégies de développement responsables et durables sont indispensables afin de tirer profit des ressources diverses de la mer. Le rapport recommande le développement de la coopération internationale en matière des sciences et technologies marines, le renforcement de la gestion intégrée des mers, l'amélioration des bases méthodologiques et statistiques nationales et internationales et l'enrichissement des capacités d'évaluation prospective des secteurs maritimes.

Source :

<http://www.oecd.org/fr/publications/l-economie-de-la-mer-en-2030-9789264275928-fr.htm>

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► " Investing in climate, investing in growth " / OCDE, 2017

Tags : **Changement climatique** | **Croissance économique** | **PIB** | **G20**
| **Croissance inclusive**
| **Infrastructures** | **Accord de Paris** |

Selon ce rapport, l'intégration des mesures visant à lutter contre le changement climatique à la politique économique courante pourrait avoir un impact positif sur la croissance économique à moyen et long terme.

La question du changement climatique devrait être traitée au cœur de l'action en faveur de la croissance. Un tel rapprochement pourrait contribuer à l'accroissement du PIB des pays du G20 de 1 % à l'horizon 2021 et 2,8 % à l'horizon 2050. Le rapport révèle que les retombées économiques positives de l'élimination de certains effets du changement climatique, notamment les dégâts dus aux inondations côtières et aux tempêtes, le PIB pourrait connaître une augmentation nette de 5 % en 2050.

Le rapport indique que les pays du G20, qui représentent 85 % du PIB mondial et 80 % des émissions de CO₂, devraient prendre le leadership dans la lutte contre le changement climatique. Ils devraient, également, adopter une série de mesures favorables à l'économie et à l'environnement dans le cadre de leurs stratégies pour une croissance inclusive et durable.

Les investissements dans les infrastructures accomplis pendant les dix à quinze ans qui viennent seraient décisifs pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris conclu en 2015. Le rapport précise que le fait de retarder l'action imposerait la mise en œuvre rapide des mesures climatiques plus strictes, ce qui risquerait d'entraîner des

bouleversements économiques et environnementaux profonds et nuirait à la viabilité économique d'un nombre croissant d'actifs liés aux énergies fossiles.

Le rapport montre que l'action contre le changement climatique après 2025, et non dès maintenant, coûterait plus cher aux économies du G20 et entrainerait ainsi une perte de PIB de 2 % en moyenne au bout de dix ans.

Le rapport souligne que les infrastructures, pierre angulaire de la croissance économique, ont pourtant souffert d'un sous-investissement chronique dans la plupart des pays du G20. Par ailleurs, l'Accord de Paris, qui vise à contenir la hausse de la température moyenne de la planète "nettement en-dessous de 2 °C", nécessiterait des investissements dans les infrastructures de 6 900 milliards USD par an entre aujourd'hui et 2030, soit environ 10 % de plus qu'une croissance intensive en carbone.

Enfin, le rapport propose un ensemble de recommandations aux pays du G20. Il s'agit de :

- *"veiller à intégration des objectifs climatiques dans les réformes en faveur de la croissance pour assurer une meilleure allocation des ressources, des investissements plus abondants et des réformes structurelles compatibles avec la transition vers de faibles émissions de gaz à effet de serre.*
- *renforcer les politiques d'atténuation du changement climatique, notamment la tarification du carbone, la réforme des subventions aux énergies fossiles, les réglementations judicieuses, la recherche-développement et*

le recours aux marchés publics afin de contribuer à soutenir l'innovation bas carbone.

- Intensifier les efforts visant la mobilisation de l'investissement privé dans les infrastructures à faibles émissions de carbone et résilientes face au climat, moyennant de nouvelles initiatives pour "verdir" le système financier.
- encourager la participation des autorités locales, des employeurs et de la main-d'œuvre à la transition des activités et des collectivités exposées afin que l'approche des stratégies axées sur la croissance et le climat soit plus équitable."

Source :

<http://www.oecd.org/environnement/investing-in-climate-investing-in-growth-9789264273528-en.htm>

◆◆◆ POLITIQUE

► **The toll of war: The economic and social consequences of the conflict in Syria/Banque Mondiale, 2017**

Tags : Guerre en Syrie | Déplacement forcé | Capital humain |

D'après ce rapport, la guerre en Syrie a entraîné la mort de plus de 320 000 morts et le déplacement forcé de plus de la moitié de la population syrienne depuis son déclenchement en mars 2011. Cette guerre a engendré des pertes à l'économie du pays, de l'ordre de 226 milliards de dollars, soit environ quatre fois le PIB de la Syrie en 2010.

Le rapport relève que l'ampleur de la destruction en Syrie dépasse les bilans enregistrés des morts et des

infrastructures endommagées. La guerre de Syrie taille en pièces le tissu social et économique du pays.

La guerre détruit aussi les institutions et les systèmes dont les sociétés ont besoin pour fonctionner, et les réparer sera un plus grand défi que la reconstruction en soi des infrastructures, un défi qui ne fait que grandir au fur et à mesure que la guerre se poursuit.

La Syrie souffre d'une perte collective du capital humain. Le conflit a endommagé ou détruit 27% du parc de logements et environ la moitié des centres médicaux et d'éducation. Selon le rapport, quelque 538 000 emplois ont disparu annuellement entre 2010 et 2015. Par ailleurs, plus de trois Syriens en âge de travailler sur quatre – soit environ 9 millions de personnes – soit ne travaillent pas, soit ne sont inscrits ni à l'école ni dans un centre de formation.

Les conséquences à long terme de cette inactivité seront une perte collective du capital humain menant à une pénurie des compétences en Syrie. L'écroulement des systèmes qui organisent la société et l'économie, ainsi que la confiance entre les gens, a eu un plus grand impact économique que la destruction physique des infrastructures.

Le rapport estime que si le conflit prenait fin cette année, le PIB pourrait récupérer en quatre ans 41 % de son niveau d'avant le conflit. Un chiffre qui diminue avec chaque année supplémentaire de guerre.

Source :

<http://www.worldbank.org/en/country/syria/publication/the-toll-of-war-the-economic-and-social-consequences-of-the-conflict-in-syria>

◆◆◆◆◆ CONCEPT EMERGENT

Brexit

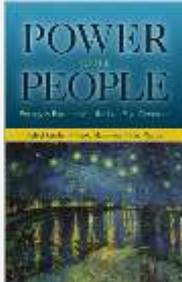
Le terme Brexit est utilisé pour désigner le scénario de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. C'est une expression créée au 21^{ème} siècle et qui vient de la contraction de

deux mots anglais, "British" (britannique) et "Exit" (sortie).

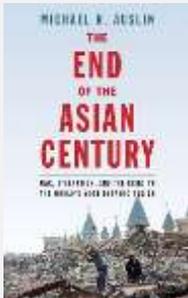
Source : Glossaire international, 2017

◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions globales ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>BASU Kaushik (2017), Au-delà du marché. Vers une nouvelle pensée économique</p> 	<p>MOREAU Yoann (2017), Vivre avec les catastrophes</p> 	<p>KANDER Astrid, MALANIMA Paolo et WARDE Paul (2017), Power to the People: Energy in Europe over the Last Five Centuries</p> 
<p>BLOCH Laurent (2017), L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ?</p> 	<p>BASTIDON Cécile, GBAGUIDI Ochozias (2017), Mondialisation, accords commerciaux régionaux et intégration de l'Afrique</p> 	<p>NORMAND Alexis (2017), Prévenir plutôt que guérir. La révolution de la e-santé</p> 

AUSLIN Michael R. (2017), The End of the Asian Century: War, Stagnation, and the Risks to the World's Most Dynamic Region



OCDE (2017), L'économie de la mer en 2030



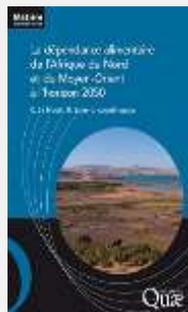
GROSVALET Jean-François (2017), 2025 - Le chaos: Un changement de paradigme est obligatoire



CHEBEL Malek, KABBAJ Mohamed (2017), Maghreb des origines à nos jours vision 2050



LE MOUËL Chantal, SCHMITT Bertrand (2017), La dépendance alimentaire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à l'horizon 2050



FPI, Futuribles international (2017), Le monde à l'horizon 2050



INDEX DES TAGS

2

2024.....	3
2026.....	2
2030.....	4

A

Accord de Paris.....	6
Afrique.....	2, 3

B

Biodiversité.....	5
-------------------	---

C

Capital humain.....	7
Changement climatique.....	6, 7
Croissance démographique.....	3
Croissance économique.....	6
Croissance inclusive.....	6

D

déplacement forcé.....	7
------------------------	---

E

Economie bleue.....	5
Economies émergentes.....	2
Emploi.....	5

Espérance de vie.....	3
-----------------------	---

F

Fécondité.....	3
----------------	---

G

G20.....	6
Guerre en Syrie.....	7

I

Infrastructures.....	6
Intelligence artificielle.....	4

P

PIB.....	6
Politiques bioénergétiques.....	2
Population mondiale.....	3
Printemps arabe.....	5
Produits agricoles.....	2
PWC.....	4

S

Sécurité alimentaire.....	2, 5
---------------------------	------

T

Technologies marines.....	5
---------------------------	---